

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



QUARANTE-TROISIÈME SESSION

*Documents officiels**

PREMIERE COMMISSION
37e séance
tenue le
mardi 15 novembre 1988
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA 37e SEANCE

Président : M. ROCHE (Canada)

SOMMAIRE

**EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION RELEVANT DES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT ET
DECISIONS A LEUR SUJET (suite)**

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

**Distr. GENERALE
A/C.1/43/PV.37
18 novembre 1988**

FRANCAIS

La séance est ouverte à 11 h 15.

POINTS 51 A 69, 139, 141 et 145 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION RELEVANT DES QUESTIONS RELATIVES AU DESARMEMENT ET DECISIONS A LEUR SUJET

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Comme les membres de la Commission le savent, des consultations intenses ont eu lieu sur les projets de résolution du groupe 8 et elles vont continuer pendant quelques heures. Par conséquent, à la présente séance et à la séance de cet après-midi, nous examinerons les projets de résolution dans l'ordre suivant : groupe 6, A/C.1/43/L.5, L.6 et L.40; groupe 7, A/C.1/43/L.13, L.23 et L.51; groupe 10, A/C.1/43/L.10/Rev.1 et L.15. Je reviendrai ensuite au groupe 2 (A/C.1/43/L.45) et passerai au groupe 11 (A/C.1/43/L.19/Rev.2 et L.49).

Je donne la parole au Secrétaire de la Commission, M. Kheradi.

M. KHERADI, Secrétaire de la Commission (interprétation de l'anglais) : J'informe les membres de la Commission que les pays suivants se sont portés coauteurs des projets de résolution suivants :

A/C.1/43/L.12 :	Pérou
A/C.1/43/L.45 :	Colombie
A/C.1/43/L.87 :	Portugal
A/C.1/43/L.52/Rev.1 :	Portugal
A/C.1/43/L.40 :	Honduras.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent faire des commentaires sur les projets de résolution appartenant au groupe 6.

M. OBEIDAT (Jordanie) (interprétation de l'arabe) : Je voudrais dire tout d'abord que je parle au nom du Groupe des Etats arabes car le Royaume hachémite de Jordanie préside actuellement le Groupe des Etats arabes qui est composé les Etats suivants : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Koweït, Maroc, Mauritanie, Oman, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie, Yémen démocratique et Jordanie. Ma déclaration se limitera au projet de résolution A/C.1/43/L.11/Rev.1, intitulé "Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient", qui a été présenté par l'Egypte le 9 novembre 1988 sous le point 54 de l'ordre du jour.

La région du Moyen-Orient a joué un rôle important dans la civilisation. Chaque pouce de cette terre témoigne de cette civilisation. Cette terre a été le berceau des trois grandes religions, le judaïsme, le christianisme et l'islam, et doit de ce fait être mise à l'abri de la menace d'armes nucléaires, non seulement pour des raisons d'autodéfense et d'autopréservation mais également en raison du rôle vital qu'elle joue en matière de civilisation, qui est une responsabilité internationale.

Sur cette base, le Groupe des Etats arabes a toujours appuyé la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Il a également appuyé les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité portant sur cette question, ainsi que les recommandations des organisations internationales sur ce point. Sa position ne se limite pas uniquement aux questions qui portent sur le Moyen-Orient, mais repose sur des principes qui plongent leurs racines dans sa civilisation. Nous sommes favorables à la création des zones exemptes d'armes nucléaires dans toutes les régions du monde jusqu'à ce que l'on parvienne au but ultime qui est l'élimination des armes nucléaires et du danger qu'elles représentent.

La création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient exige que : premièrement, toutes les parties concernées adhèrent au Traité de non-prolifération (TNP); deuxièmement, toutes les parties concernées devraient placer leurs installations nucléaires sous le régime de garanties internationales de l'Agence

M. Obeidat (Jordanie)

internationale de l'énergie atomique (AIEA); troisièmement, toutes les parties doivent s'engager à ne pas attaquer - que ce soit avec des armes nucléaires ou conventionnelles ou par le sabotage - les installations nucléaires des pays voisins consacrées à des fins pacifiques; quatrièmement, toutes les parties doivent s'engager à ne pas stocker des matières ou des armes nucléaires à des fins belliqueuses pour le compte d'Etats tiers, que ce soit de façon permanente ou provisoire. Un tel stockage ne doit être autorisé ni sur un territoire souverain ni sur un territoire occupé; cinquièmement, tous les Etats doivent renoncer à conclure ouvertement ou clandestinement des traités bilatéraux qui permettent aux pays du Moyen-Orient l'utilisation des armes nucléaires stockées ou importées.

Si nous examinons objectivement la situation qui existe dans la région, nous pouvons remarquer qu'Israël, dès 1952, a adopté des politiques qui lui ont permis de fabriquer et de stocker des armes nucléaires. Il a collaboré avec le régime raciste d'Afrique du Sud et a pratiqué la piraterie nucléaire qui a été depuis dévoilée. Israël fait obstacle à l'application de la résolution relative à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient; il a constamment ignoré la volonté de la communauté internationale; il a toujours refusé d'adhérer au Traité de non-prolifération en avançant de piètres arguments; il a également ignoré la résolution 487 (1981) du Conseil de sécurité qui demande à Israël de placer ses installations nucléaires sous le régime des garanties de l'AIEA; et il a aussi ignoré le régime de l'AIEA. Israël refuse d'abandonner les armes nucléaires malgré les appels répétés lancés par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et l'AIEA.

Les déclarations faites la semaine dernière concernant les projets de résolution A/C.1/43/L.6 et A/C.1/43/L.11/Rev.1 montrent amplement que l'Egypte a tenté beaucoup d'efforts avec Israël mais en vain.

Le Groupe des Etats arabes réaffirme la déclaration que j'ai faite précédemment concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et nous tenons compte des explications qui ont été données lorsque le projet de résolution a été présenté la semaine dernière. Par conséquent, le Groupe des Etats arabes se prononcera en faveur du projet de résolution et contribuera ainsi à la promotion des objectifs de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui a adopté une résolution concernant la création de zones exemptes d'armes nucléaires, comme premier pas sur la voie menant à l'élimination totale des armes nucléaires.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Une autre délégation désire-t-elle faire des commentaires sur les projets de résolution du groupe 6? Si ce n'est pas le cas, je donnerai la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote avant le vote.

M. SHARMA (Inde) (interprétation de l'anglais) : Cette année encore, la Commission est saisie d'un projet de résolution - A/C.1/43/L.5 - sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud. Un tel projet de résolution devient un rite, et notre position à ce propos a déjà été exposée dans le passé. Cependant, nous serons très heureux de la rappeler une fois de plus.

L'Inde a toujours été d'avis que le désarmement nucléaire est une question mondiale et non pas régionale, et que cet objectif ne devait pas être édulcoré par des mesures qui ne s'attaquent pas au coeur du problème, mais qui peuvent donner une impression de progrès alors qu'en fait il n'y en a eu aucun de réalisés en ce qui concerne le véritable coeur du problème.

L'Inde croit qu'une paix mondiale durable ne peut être réalisée que sur la base d'un désarmement général et d'un ordre international juste. Nous restons convaincus que l'avènement des armes nucléaires a modifié qualitativement la sécurité internationale. Par conséquent, il convient d'accorder la plus haute priorité à l'élimination de toutes les armes nucléaires, priorité qui a été universellement reconnue et qui est reflétée dans le Programme d'action adopté par la toute première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Un désarmement général et complet sous contrôle international efficace est notre objectif commun. Il s'impose d'autant plus à l'ère nucléaire. La création de zones exemptes d'armes nucléaires est à notre avis très éloignée de cet objectif. L'objectif d'un monde exempt de toute arme nucléaire ne peut être réalisé par des "mesures de zonage nucléaire". Des zones exemptes d'armes nucléaires ne seront pas à l'abri d'un holocauste nucléaire provoqué par des armes provenant de régions qui possèdent de telles armes. La seule solution ce serait d'éliminer ces armes, et non pas de dresser des barrières régionales contre une catastrophe qui toucherait également tout le monde.

Nous avons eu récemment deux études remarquables sur les conséquences pour l'environnement d'une guerre nucléaire, l'une entreprise par les Nations Unies et l'autre par le Comité scientifique sur les problèmes de l'environnement. Je suis certain que les membres de cette Commission connaissent bien les deux études en question, notamment leurs conclusions. Une guerre nucléaire importante provoquerait d'énormes perturbations climatiques. Le système qui permet

M. Sharma (Inde)

actuellement la vie sur terre serait très vulnérable. Il y aurait des destructions massives. Il y aurait des conséquences sans précédent pour les pays combattants comme pour les pays non combattants.

Mise à part la question de principe, il y a aussi la question de l'applicabilité de ces mesures. La présence d'armes nucléaires sur terre et dans les eaux qui baignent l'Asie du Sud soulève des problèmes fondamentaux quant à la définition de la viabilité de telles zones. Les problèmes de cette région renforcent la perception selon laquelle toute délimitation géographique dans ce domaine fourmille de difficultés, d'impondérables et de contradictions. Il va de soi que ce projet de résolution, contrairement à d'autres propositions de même nature, ne bénéficie pas de l'assentiment de tous les Etats Membres de la région. En outre, la condition préalable de toute initiative de ce type est l'existence d'un climat qui rende crédibles les déclarations selon lesquelles des programmes nucléaires nationaux ne sont menés qu'à des fins pacifiques et qui ne donne pas la preuve convaincante du contraire.

Il est par conséquent pertinent de noter qu'en ce qui concerne la proposition tendant à créer une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud même les critères de base ne sont pas réunis.

La délégation indienne reconnaît que des zones exemptes d'armes nucléaires ont été créées dans d'autres parties du monde et, comme elles représentaient un consensus et une approche coordonnée, elle les a même appuyées. Il est évident que ces efforts bénéficient de l'assentiment et de la bonne volonté de tous les pays des régions en question. Nous reconnaissons que les Nations Unies peuvent jouer un rôle en appuyant un accord intervenu librement et volontairement entre les Etats concernés.

La présente proposition n'ayant certainement pas été présentée dans cette instance en vue de réaliser un consensus régional, on ne peut qu'en conclure que les motifs qui sont à l'origine du projet de résolution ne sont pas sérieux. Nous pensons que de tels projets de résolution qui sont rituellement présentés et qui n'ont pas de fins concrètes, sont contraires aux dispositions du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Il est quelque peu paradoxal que le septième alinéa du préambule du projet de résolution stipule que l'Assemblée générale devrait garder à l'esprit

M. Sharma (Inde)

"les dispositions des paragraphes 60 à 63 du Document final", alors que le paragraphe 60 du Document final déclare clairement que l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires devrait se faire sur la base d'arrangements librement convenus par les Etats de la région. Le paragraphe 61 du Document final déclare que les caractéristiques particulières de chaque zone devraient être prises en considération.

J'espère que ma déclaration indique clairement les raisons pour lesquelles l'Inde s'oppose au projet de résolution A/C.1/43/L.5.

M. RODRIGO (Sri Lanka) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation aimerait faire quelques commentaires sur le projet de résolution A/C.1/43/L.5, portant sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud, sur lequel Sri Lanka votera positivement.

Sri Lanka a appuyé la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud parce que nous considérons que la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes parties du monde devrait être encouragée dans le contexte de la réalisation de l'objectif final : l'instauration d'un monde entièrement libéré des armes nucléaires. Les initiatives régionales ne devraient pas être négligées en attendant la réalisation de cet objectif mondial.

Les paragraphes 60 à 63 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement et la Déclaration adoptée par les pays non alignés lors de leur réunion au sommet tenue à Harare reprennent cette idée.

Nous savons fort bien qu'une zone viable ne peut être créée qu'après de soigneuses consultations et sur la base d'accords librement négociés et convenus entre les Etats de la région concernée. Les caractéristiques intrinsèques à chaque région ou zone doivent bien entendu être prises en considération. La création de zones exemptes d'armes nucléaires en Asie du Sud pourrait aboutir grâce en particulier aux efforts des Etats de la zone proposée, et nous espérons très sincèrement qu'il sera possible de parvenir aux ententes nécessaires.

Notre position détaillée sur la zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud figure dans la réponse que nous avons adressée au Secrétaire général lorsqu'il a demandé notre point de vue à ce sujet.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant nous prononcer sur les projets de résolution du groupe 6.

Le Président

Nous commencerons par le projet de résolution A/C.1/43/L.5. Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Pakistan à la 28e séance de la Première Commission, tenue le 7 novembre, et est parrainé par les délégations du Bangladesh et du Pakistan. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Albanie, Allemagne, République fédérale d', Arabie saoudite, Australie, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fidji, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Népal, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Uruguay, Venezuela, Yémen, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Bhoutan, Inde.

S'abstiennent : Afghanistan, Algérie, Angola, Argentine, Autriche, Birmanie, Brésil, Bulgarie, Chypre, Congo, Cuba, Danemark, Ethiopie, France, Hongrie, Indonésie, Islande, Madagascar, Mongolie, Nicaragua, Norvège, Pologne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen démocratique, Yougoslavie.

Par 99 voix contre 2, avec 32 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/43/L.6, qui a été présenté par le représentant de la Jordanie à la 29e séance de la Commission le 7 novembre et est parrainé par les pays suivants : Algérie, Bahreïn, Yémen démocratique, Djibouti, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Jamahiriya arabe libyenne, Mauritanie, Maroc, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Somalie, Soudan, République arabe syrienne, Tunisie, Emirats arabes unis et Yémen.

Le Président

Un vote enregistré séparé a été demandé sur les sixième et neuvième alinéas du préambule du projet de résolution et les paragraphes 2, 5 et 6 du dispositif; un vote enregistré a également été demandé sur le projet de résolution dans son ensemble.

En conséquence, la Commission va d'abord se prononcer sur le sixième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.1/43/L.6

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chine, Chypre, Congo, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Autriche, Belgique, Bolivie, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Irlande, Islande, Israël, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

S'abstiennent : Argentine, Australie, Bahamas, Barbade, Brésil, Cameroun, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Equateur, Finlande, Grèce, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Japon, Lesotho, Libéria, Malte, Mexique, Népal, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République dominicaine, Samoa, Swaziland, Togo, Uruguay, Venezuela, Zaïre.

Par 77 voix contre 19, avec 32 abstentions, le sixième alinéa du préambule du projet de résolution est adopté.*

* La délégation de la Bolivie a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait s'abstenir.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur le neuvième alinéa du préambule du projet de résolution

A/C.1/43/L.6. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chine, Chypre, Congo, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Ghana, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Islande, Israël, Italie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Suède.

S'abstiennent : Argentine, Bahamas, Barbade, Bolivie, Brésil, Cameroun, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Equateur, Espagne, Fidji, Grèce, Guatemala, Honduras, Japon, Lesotho, Libéria, Malte, Mexique, Népal, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, République centrafricaine, République dominicaine, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zaïre.

Par 69 voix contre 21, avec 35 abstentions, le neuvième alinéa du préambule du projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution

A/C.1/43/L.6. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chine, Chypre, Congo, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchécoslovaquie, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Islande, Israël, Italie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

S'abstiennent : Australie, Bahamas, Barbade, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Equateur, Fidji, Grèce, Guatemala, Honduras, Irlande, Japon, Malte, Mexique, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, République centrafricaine, République dominicaine, Samoa, Swaziland, Togo, Uruguay, Zaïre.

Par 79 voix contre 19, avec 28 abstentions, le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant se prononcer sur le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution

A/C.1/43/L.6. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Chine, Chypre, Congo, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Ghana, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Nigéria,

Oman, Ouganda, Pakistan, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchécoslovaquie, Togo, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Honduras, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Libéria, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

S'abstiennent : Bahamas, Barbade, Bolivie, Brésil, Cameroun, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Equateur, Fidji, Grèce, Guatemala, Jamaïque, Lesotho, Malte, Mexique, Népal, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, République centrafricaine, République dominicaine, Samoa, Singapour, Trinité-et-Tobago, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zaïre, Zambie.

Par 71 voix contre 24, avec 31 abstentions, le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution est adopté.*

* La délégation du Libéria a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait s'abstenir.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Première Commission va maintenant se prononcer sur le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution A/C.2/43/L.6. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Chypre, Congo, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Ghana, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchécoslovaquie, Togo, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie.

Votent contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Honduras, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Suède.

S'abstiennent : Bahamas, Barbade, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Equateur, Fidji, Grèce, Guatemala, Kenya, Lesotho, Libéria, Malte, Mexique, Népal, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, République centrafricaine, République dominicaine, Samoa, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zaïre, Zambie.

Par 72 voix contre 23, avec 32 abstentions, le paragraphe 6 du dispositif du projet de résolution est adopté.*

* La délégation du Royaume-Uni a ultérieurement informé le Secrétariat qu'elle entendait voter contre.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Première Commission va à présent voter sur l'ensemble du projet de résolution A/C.1/43/L.6. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chine, Chypre, Congo, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bolivie, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Danemark, Equateur, Espagne, Fidji, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Honduras, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Malte, Népal, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Portugal, République dominicaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Singapour, Suède, Swaziland, Uruguay, Zaïre.

Par 87 voix contre 2, avec 45 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant passer au projet de résolution A/C.1/43/L.40. Ce projet de résolution a été présenté par le représentant du Mexique lors de la 28e séance de la Première Commission, le 7 novembre 1988, et a pour auteurs les pays suivants : Bahamas, Barbade, Bolivie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Angola, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Honduras, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kampuchea démocratique, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Samoa, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Néant.

S'abstiennent : Argentine, Côte d'Ivoire, Cuba, France, République centrafricaine, Sénégal.

Par 128 voix contre zéro, avec 6 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui désirent expliquer leur vote sur le projet de résolution qui vient d'être adopté.

M. WAYARABI (Indonésie) (interprétation de l'anglais) : La délégation indonésienne désire expliquer son vote à propos du projet de résolution contenu dans le document A/C.1/43/L.5 relatif à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud.

Notre position en ce qui concerne la création de zones exemptes d'armes nucléaires est bien connue. Nous nous efforçons activement de promouvoir la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est conformément au Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Comme le montrent les paragraphes 33 et 60 de ce document, l'Assemblée générale a déclaré que la création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les Etats de la région intéressée constituait une mesure importante de désarmement. Au paragraphe 61, l'Assemblée générale a déclaré en outre que le processus de création de telles zones dans différentes parties du monde devrait être encouragé et que les Etats faisant partie de telles zones devraient s'engager à se conformer intégralement à tous les objectifs, buts et principes des accords ou arrangements en portant création.

Prenant note du rapport du Secrétaire général, contenu dans le document A/43/505, dans lequel il est indiqué que les pays d'Asie du Sud ne sont pas encore arrivés au bout du processus d'accord sur cette question, ma délégation pense que, dans l'attente de la conclusion d'un tel accord, elle s'abstiendra en ce qui concerne le projet de résolution.

Mlle COURTNEY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation voudrait fournir les explications de vote suivantes sur les projets de résolution A/C.1/43/L.5 et A/C.1/43/L.6.

L'Australie a voté pour le projet de résolution A/C.1/43/L.5 qui traite de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud. Ce vote reflète la profonde inquiétude que ressent l'Australie devant la tendance à la prolifération qui s'accroît dans cette région ainsi que dans un certain nombre d'autres régions du monde. L'Australie s'oppose vigoureusement à toute prolifération verticale et horizontale où et à quelque moment qu'elle se fasse. Une telle prolifération entraîne des conséquences graves, à la fois dans le contexte régional et pour la stabilité internationale. C'est pourquoi l'Australie appuie le renforcement du

Mlle Courtney (Australie)

régime de non-prolifération, y compris par la création de zones exemptes d'armes nucléaires. En conséquence, nous exprimons le voeu que tous les pays de la région d'Asie du Sud appliquent ce projet de résolution.

L'Australie s'est abstenue en ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/43/L.6, intitulé "Armement nucléaire d'Israël", pour les raisons suivantes. Le paragraphe 6 du dispositif, qui demande à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de suspendre toute coopération scientifique avec Israël, et le paragraphe 5 du dispositif, qui engage tous les Etats et toutes les organisations qui ne l'ont pas encore fait à cesser de coopérer avec Israël et de lui prêter assistance dans le domaine nucléaire, pourraient avoir des incidences sur les droits et privilèges d'Israël en tant que membre de l'AIEA.

L'Australie croit fermement en l'universalité de la participation aux organisations internationales, y compris, notamment, l'AIEA. D'autre part, nous n'acceptons pas la thèse exposée dans les trois derniers paragraphes du préambule comme reposant sur des preuves suffisantes. Ceci dit, je tiens à souligner que l'Australie continue de se préoccuper du refus d'Israël et d'un certain nombre d'autres pays d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et les prie instamment de le faire aussi tôt que possible.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :
Comme elle l'a déjà fait au cours des années précédentes, la délégation des Etats-Unis a appuyé le texte traditionnel relatif à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud contenu dans le projet de résolution A/C.1/43/L.5. Je voudrais rappeler notre approche fondamentale quant à la création de telles zones. L'initiative devrait venir d'Etats de la région intéressée; tous les Etats dont la participation est estimée importante devraient y participer; il devrait y avoir des dispositions adéquates en matière de vérification; les zones ne devraient pas bouleverser les arrangements de sécurité existants au détriment de la sécurité régionale et internationale; la mise au point d'armes nucléaires devrait être effectivement interdite ainsi que leur possession à quelque fin que ce soit; l'exercice de droits, tels que la liberté de navigation, ne devrait pas être limité et les droits des Etats de prendre des dispositions en ce qui concerne des questions telles que celles des escales et des arrangements portuaires ne devraient pas être affectés.

M. Friedersdorf (Etats-Unis)

Ma délégation est en faveur de l'initiative visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud parce que cette proposition semble correspondre à ces exigences. En même temps, il est clair qu'il existe d'autres zones, telles que des zones se trouvant dans la région couverte par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) pour lesquelles les conditions requises en vue de créer une zone exempte d'armes nucléaires ne seraient pas satisfaites. Par conséquent, ma délégation prend note de ce que la référence faite au troisième paragraphe du préambule à la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans d'autres régions du monde ne représente pas pour elle l'acceptation de telles zones sur une base universelle.

Ma délégation a appuyé le projet de résolution A/C.1/43/L.40 pour manifester son soutien ferme et continu au Traité de Tlatelolco. En même temps, nous tenons à exprimer une fois de plus notre déception du fait que le projet de résolution ne concerne que le Protocole I du Traité et non pas la question de l'adhésion universelle au Traité par tous les Etats qualifiés. Ce faisant, le projet de résolution n'adresse ses critiques qu'à un seul Etat au lieu d'appeler, comme il le devrait, les autres Etats qualifiés à en faire partie. Un projet de résolution aussi discriminatoire, qui ne s'attaque qu'à une partie du problème, perd beaucoup de sa force latente et a moins de chances de parvenir au résultat escompté.

M. Friedersdorf (Etats-Unis)

Comme nous l'avons signalé dans le passé, le Traité de Tlatelolco, avec ses protocoles, ne pourra pleinement contribuer à la sécurité régionale et internationale que s'il est appliqué intégralement à tous les Etats auxquels il est ouvert. Nous demandons donc instamment à ses auteurs d'envisager de modifier leur approche s'ils ont l'intention de présenter un projet de résolution relatif au Traité.

M. MOREL (France) : La délégation française a dû s'abstenir lors du vote qui vient d'intervenir sur le projet de résolution A/C.1/43/L.40. Elle ne peut en effet accepter d'être ainsi spécialement mise en cause alors que d'autres pays situés dans la zone d'application du Traité ne l'ont pas encore signé ou ne l'ont pas encore ratifié ou encore n'ont pas fait usage de la clause qui permet l'entrée en vigueur immédiate du Traité à leur égard avant que tous les pays appelés à ratifier le Traité ou ses protocoles ne soient devenus parties à ces instruments.

Le Gouvernement français prendra donc le moment venu la décision appropriée quant à la ratification du Protocole additionnel I en tenant compte de l'état des ratifications du Traité lui-même.

M. MEERBURG (Pays-Bas) (interprétation de l'anglais) : Le Royaume des Pays-Bas attache beaucoup d'importance au Traité de Tlatelolco, qui illustre la manière dont, dans certaines régions du monde, on peut prévenir la prolifération des armes nucléaires par la création de zones exemptes d'armes nucléaires. Ma délégation se félicite du Traité. Nous estimons que les 23 Etats souverains d'Amérique latine qui y ont adhéré méritent nos louanges.

Comme cela est rappelé dans le projet de résolution A/C.1/43/L.40, le Royaume des Pays-Bas est l'un des trois Etats ayant des territoires en Amérique latine qui ont signé et ratifié le Protocole additionnel I au Traité qui, de ce fait, s'applique maintenant aux Antilles néerlandaises et à Aruba. Dans le projet de résolution A/C.1/43/L.40, l'Assemblée générale prie instamment le quatrième Etat auquel le Protocole est ouvert de ratifier le Protocole additionnel I, ce qui permettrait l'application du Traité aux territoires nationaux qui se trouvent dans la zone d'application du Traité.

Nous nous féliciterions, certes, de cette évolution mais nous notons avec regret que tous les Etats souverains concernés d'Amérique n'ont pas adhéré au Traité de Tlatelolco. Par conséquent, mon gouvernement se féliciterait vivement de toutes démarches appropriées entreprises par les Etats auxquels pourrait

M. Meerburg (Pays-Bas)

s'appliquer le Traité, ce qui faciliterait son application intégrale dans les meilleurs délais. Nous ne comprenons pas pourquoi un appel à cette fin ne figure pas dans le projet de résolution. Nous espérons sincèrement qu'un projet de résolution plus équilibré nous sera présenté l'année prochaine.

M. NYBERG (Finlande) (interprétation de l'anglais) : Je souhaite expliquer le vote favorable de la Finlande au projet de résolution A/C.1/43/L.5 intitulé : "Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud".

La Finlande a pour politique d'appuyer les efforts visant à créer des zones exemptes d'armes nucléaires. Les initiatives dans ce sens devraient provenir des Etats dans une région donnée, et le processus devrait bénéficier de l'appui de tous les Etats intéressés.

M. GIEROW (Suède) (interprétation de l'anglais) : Au nom de la délégation suédoise, je voudrais expliquer le vote de la Suède sur le projet de résolution A/C.1/43/L.5. La Suède a manifesté à maintes reprises une attitude positive à l'égard de la création de zones nucléaires exemptes d'armes nucléaires. Ces zones peuvent contribuer à accroître la confiance et avoir une influence positive sur le climat politique et la sécurité dans la région.

La création d'une zone exempte d'armes nucléaires exige la non-possession d'armes nucléaires par les Etats dans la zone, ainsi que l'absence d'armes nucléaires et leur non-déploiement dans ces Etats. Un autre élément essentiel est l'engagement pris par les Etats dotés d'armes nucléaires de ne pas recourir à la menace ou à l'emploi d'armes nucléaires contre des cibles à l'intérieur de la zone.

En ce qui concerne les propositions concrètes, visant ces zones, il faut au préalable accepter l'initiative lancée par tous les Etats dans la région et coopérer à cette fin.

Conformément à ces principes, la Suède a dû s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/43/L.5 concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud puisque les Etats intéressés ont voté contre le projet de résolution.

M. CAPPAGLI (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : La délégation argentine a voté pour l'ensemble du projet de résolution A/C.1/43/L.6 intitulé "Armement nucléaire d'Israël", mais s'est abstenue lors du vote séparé sur certains paragraphes. Néanmoins, je voudrais rappeler que mon pays s'oppose à la demande faite aux Etats de soumettre leurs installations nucléaires aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

M. NUÑEZ MOSQUERA (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : En tant que non-partie au Traité de Tlatelolco, Cuba souhaite expliquer son abstention lors du vote sur le projet de résolution A/C.1/43/L.40. Les raisons pour lesquelles Cuba n'est pas partie au Traité ont été acceptées par l'Assemblée générale dans le Document final adopté par consensus par la première session extraordinaire consacrée au désarmement.

Au paragraphe 63 a) de ce document, il est dit que l'une des mesures à prendre est la suivante :

"Adoption par les Etats intéressés de toutes mesures pertinentes pour assurer la pleine application du Traité visant à l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (Traité de Tlatelolco), compte tenu des vues exprimées, lors de la dixième session extraordinaire, concernant l'adhésion à ce traité;" (A/S-10/4, p. 9)

Les vues exprimées alors par Cuba ont été acceptées par l'Assemblée générale et, étant donné qu'elles sont connues de tous, je ne vais pas les répéter. En résumé, Cuba ne renonce pas à son droit de défendre sa souveraineté avec les armes qu'elle juge appropriées dans la mesure où une partie de son territoire continue d'être occupée illégalement par une base militaire étrangère qui lui a été imposée. Cette occupation représente un acte d'hostilité, un acte d'agression, et beaucoup d'autres actes d'agression et d'hostilité ont été perpétrés ces dernières années.

M. MASHHADI (République islamique d'Iran) (interprétation de l'anglais) : La République islamique d'Iran a voté pour le projet de résolution A/C.1/43/L.5 intitulé "Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud". Comme nous l'avons dit à maintes reprises et sans équivoque, un élément fondamental de notre politique exige que l'élimination des armes de destruction massive, y compris les armes nucléaires, revête la plus haute priorité dans les mesures de désarmement. A cet égard, la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud, dont mon pays fait partie, est particulièrement importante. La République islamique d'Iran appuie pleinement ce projet de résolution étant donné que, dans les années 70, elle avait parrainé un projet de résolution semblable.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La Commission va maintenant examiner les projets de résolution figurant dans le groupe 7.

Mme NIELSEN (Danemark) (interprétation de l'anglais) : Pendant des années, le Danemark a, dans ses déclarations, souligné la nécessité d'oeuvrer à la réalisation d'un traité interdisant les essais nucléaires. Selon nous, la conclusion d'un tel traité est l'une des questions prioritaires des débats de la Première Commission. A notre sens, l'interdiction des essais nucléaires ne constituerait pas une fin en soi mais un moyen d'avancer sur la voie du désarmement.

Certes, un traité d'interdiction générale des essais ne conduira pas directement à la réduction des armes nucléaires. Il pourrait cependant contribuer grandement à limiter le risque d'une prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires. Il entraverait la mise au point de nouvelles générations d'armes nucléaires et permettrait d'éviter que de nouveaux Etats se dotent d'armes nucléaires.

Selon nous, il est important que l'orientation très positive constatée dans le domaine de la production des arsenaux nucléaires sur le plan quantitatif ne soit pas réduite à néant par une amélioration des armes nucléaires sur le plan qualitatif. La conclusion d'un traité d'interdiction complète renforcerait également le Traité sur la non-prolifération nucléaire et serait vivement appréciée par les Etats non dotés d'armes nucléaires.

C'est pourquoi le Danemark a toujours considéré qu'il était important de promouvoir la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires qui mènerait à la cessation à tout jamais de tous les essais nucléaires par tous les Etats dans tous les milieux.

La conclusion d'un traité d'interdiction complète est un objectif qui bénéficie d'un large appui. Cependant des divergences subsistent sur la manière la meilleure et la plus réaliste d'y parvenir. Depuis des années, le Danemark est coauteur du projet de résolution australo-néo-zélandais présenté, cette année, en tant que document A/C.1/43/L.51. Nous souscrivons pleinement aux idées qui y sont énoncées. Au cours des années, le texte a été remodelé pour tenir compte des réalités du moment tout en exposant le moyen le plus efficace de parvenir à la réalisation d'un traité d'interdiction complète.

Le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution présenté cette année prie instamment la Conférence du désarmement d'intensifier l'examen du point 1 de son ordre du jour intitulé "Interdiction des essais nucléaires" et d'entamer les travaux de fond sur tous les aspects d'un traité d'interdiction des essais nucléaires au début de sa session de 1989. La Conférence du désarmement est l'instance appropriée pour des négociations multilatérales relatives à la question

Mme Nielsen (Danemark)

de l'interdiction des essais nucléaires. Nous appuyons et suivons attentivement les travaux de la Conférence du désarmement dans ce domaine. Les négociations menées au sein de la Conférence du désarmement sur l'interdiction complète, effective et vérifiable des essais nucléaires sont complémentaires de toutes négociations bilatérales sur cette question.

Nous nous félicitons des négociations bilatérales progressives entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les essais nucléaires qui, nous l'espérons, auront pour premier résultat la ratification très prochaine des deux traités bilatéraux. Etant donné leur objectif qui est d'accroître la confiance mutuelle et d'élargir le domaine des procédures de vérification convenues, ces négociations et les expériences conjointes de vérification qui en découlent ont une portée qui va au-delà des pourparlers actuels.

La délégation danoise espère que le projet de résolution A/C.1/43/L.51, soumis de nouveau à notre examen cette année, bénéficiera d'un large appui.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote avant le vote.

M. SHARMA (Inde) (interprétation de l'anglais) : Mon intervention a trait aux projets de résolution relatifs à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et plus généralement à tous les projets de résolution présentés sur ce sujet.

L'interdiction des essais d'armes nucléaires est une question prioritaire inscrite depuis près de 35 ans à l'ordre du jour des instances multilatérales de désarmement. Cet objectif a été clairement réitéré au troisième alinéa du préambule du Traité de 1963 interdisant des essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, qui se lit comme suit :

"Cherchant à obtenir à la cessation à tout jamais de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires..."

Ma délégation regrette que, malgré les appels répétés de la communauté internationale, des négociations n'aient pas pu commencer à la Conférence du désarmement à Genève. Selon nous, la Conférence du désarmement demeure l'instance la plus appropriée pour entamer des pourparlers sur ce sujet d'importance vitale, étant donné la présence, à la table de conférence, des cinq Etats dotés d'armes nucléaires.

Ma délégation votera en faveur des projets de résolution faisant l'objet des documents A/C.1/43/L.13 et A/C.1/43/L.23. Cependant, nous constatons que la portée

M. Sharma (Inde)

du traité, telle qu'envisagée dans le projet de résolution A/C.1/43/L.13, est différente de celle généralement admise pour un tel traité. Selon nous, l'objectif de nos travaux est clairement défini dans le texte du préambule du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires de 1963. En conséquence, notre vote en faveur du projet de résolution ne préjuge en aucune façon notre position sur la portée d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires à négocier par la Conférence du désarmement et tel qu'envisagé dans le préambule du traité d'interdiction partielle des essais nucléaires.

Ma délégation n'est donc pas en mesure d'appuyer le projet de résolution A/C.1/43/L.51. Nous estimons que la Conférence du désarmement est un organe de négociation et que toute modification de son mandat limiterait son rôle et réduirait l'importance que la communauté mondiale attache à cette question.

Nous n'ignorons pas les entretiens bilatéraux en cours entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur les essais nucléaires. Cependant, comme l'ont déclaré les dirigeants de l'Argentine, de la Grèce, du Mexique, de la Tanzanie, de la Suède et de l'Inde, auteurs de l'Initiative des six nations dans la Déclaration de Stockholm, tout accord qui laisserait subsister la possibilité de poursuivre des essais ne saurait être accepté.

Ma délégation demande instamment à tous les Etats dotés d'armes nucléaires de suspendre leurs essais en attendant la conclusion d'un tel traité afin de faciliter sa signature.

Mlle SOLESBY (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais faire quelques observations relatives au projet de résolution A/C.1/43/L.23.

Comme je l'ai expliqué lors de mon intervention dans le débat général, la sécurité du Royaume-Uni dépend dans un avenir prévisible de la dissuasion fondée partiellement sur la possession d'armes nucléaires. Cela signifie qu'il faudra toujours procéder à des essais souterrains pour veiller à ce que nos armes nucléaires restent efficaces et modernes.

Un traité d'interdiction complète demeure l'objectif à long terme. Des progrès ne pourront être réalisés que pas à pas, en tenant compte des améliorations techniques en matière de vérification, des progrès réalisés dans le contrôle des armes et de l'attitude des autres Etats. Nous ne pensons pas qu'il soit approprié d'utiliser les procédures d'amendement figurant au Traité d'interdiction partielle de 1963 destinées à modifier totalement le caractère de ce traité, même si tous les Etats parties se montraient favorables à la conclusion immédiate d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Mlle Solesby (Royaume-Uni)

Je dois dire très clairement que le Royaume-Uni ne pourrait pas appuyer l'objectif recherché par ceux qui préconisent une telle conférence. Pour notre part, nous sommes hostiles à l'idée de convoquer la conférence.

Bien entendu, malgré la position du Royaume-Uni sur le fond de la question, nous continuerons d'assumer de manière objective nos obligations en tant que puissance dépositaire.

M. DOLEJS (Tchécoslovaquie) (interprétation de l'anglais) : La délégation tchécoslovaque est d'avis qu'il faut examiner et essayer toutes les approches possibles pour faire rapidement des progrès tangibles dans l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires. C'est pourquoi ma délégation appuie les trois projets de résolution relatifs à cette question : A/C.1/43/L.13, L.23 et L.51.

La Conférence du désarmement reste une instance indispensable de négociation d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous reconnaissons les difficultés rencontrées à ce sujet, dont le caractère montre bien la complexité des questions à l'examen. Malgré cela, nous sommes d'avis que les divergences d'opinion actuelles ne devraient plus empêcher la Conférence du désarmement d'entamer ses travaux de fond. Pour apporter sa contribution aux progrès des travaux de la Conférence du désarmement, la Tchécoslovaquie a fait cette année une proposition qui figure dans le document de travail CD/863 :

"pour entamer, en tant que premier pas sur la voie d'un traité d'interdiction des essais nucléaires, des travaux de fond sur des questions spécifiques et liées entre elles d'interdiction des essais, y compris la structure et la portée, ainsi que la vérification et le respect".

Cette proposition de compromis sur le mandat de négociations est le reflet réaliste de l'état actuel des discussions à la Conférence du désarmement, et nous pensons qu'elle devrait fournir une base utile à des travaux supplémentaires valables. A notre avis, on pourrait utiliser une telle démarche dans les efforts tentés pour atteindre les objectifs énoncés dans les trois projets de résolution dont nous sommes saisis, et cela étant nous voterons pour ces textes.

M. SOUZA E SILVA (Brésil) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation tient à expliquer son vote sur le projet de résolution A/C.1/43/L.13, sur la cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales, parrainé par l'Equateur, l'Indonésie, l'Irlande, le Mexique, le Pakistan, le Pérou, la Roumanie, Sri Lanka, la Suède, le Venezuela et la Yougoslavie.

M. Souza e Silva (Brésil)

La délégation brésilienne, étant donné que la Conférence du désarmement a récemment modifié sa façon d'aborder le sujet, votera cette année pour ce projet de résolution. Ce vote ne signifie pas pour autant que le Brésil renonce au projet de mandat pour un comité spécial sur une interdiction des essais nucléaires présenté par le Groupe des 21 dans le document CD/520/Rev.2. Comme il est indiqué à la note de bas de page 1 du document CD/829, le projet de mandat qui y figure montre à quel point le Groupe des 21 s'est montré souple; mais pour que l'on puisse remplacer le document CD/520/Rev.2, il faudrait que les autres parties fassent preuve du même esprit de compromis.

Deuxièmement, nous tenons à souligner que si nous appuyons le projet de résolution A/C.1/43/L.13, ce n'est pas parce que nous ayons modifié notre position de principe de longue date en ce qui concerne le champ d'application spécifique et nécessaire d'un traité d'interdiction des essais nucléaires et la teneur de l'article 18 du Traité de Tlatelolco.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant prendre une décision sur les projets de résolution du groupe 7.

Nous allons d'abord nous prononcer sur le projet de résolution A/C.1/43/L.13, qui a été présenté par le représentant du Mexique à la 28e séance de la Première Commission, le 7 novembre, et qui est parrainé par les pays suivants : Equateur, Indonésie, Irlande, Mexique, Pakistan, Pérou, Roumanie, Sri Lanka, Suède, Venezuela et Yougoslavie. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine,

République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Canada, Chine, Espagne, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Turquie.

Par 118 voix contre 3, avec 13 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant passer au projet de résolution A/C.1/43/L.23, qui a été présenté par le représentant du Mexique à la 29e séance de la Première Commission, le 7 novembre. Il est parrainé par les délégations suivantes : Equateur, Indonésie, Mexique, Pérou, Roumanie, Sri Lanka, Venezuela et Yougoslavie. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

S'abstiennent : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Suède, Turquie.

Par 108 voix contre 3, avec 21 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au projet de résolution A/C.1/43/L.51, qui a été présenté par le représentant de l'Australie à la 30e séance de la Première Commission, le 8 novembre; il est parrainé par les délégations suivantes : Australie, Autriche, Bahamas, Barbades, Brunéi Darussalam, Cameroun, Canada, Colombie, Costa Rica, Danemark, Equateur, Fidji, Finlande, Grèce, Islande, Irlande, Jamaïque, Japon, Liberia, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Singapour, îles Salomon, Suède, Thaïlande, Vanuatu et Zaïre. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Allemagne, République fédérale d', Angola, Arabie saoudite, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Honduras, Hongrie, Iles Salomon, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Libéria, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique allemande, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Swaziland, Tchad, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Etats-Unis d'Amérique, France.

S'abstiennent : Argentine, Brésil, Chine, Inde, Israël, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 127 voix contre 2, avec 6 abstentions, le projet de résolution est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je vais donner la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote après le vote.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : La délégation des Etats-Unis d'Amérique aimerait expliquer son vote sur le projet de résolution A/C.1/43/L.13, intitulé "Cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales". Les Etats-Unis n'ont pas pu appuyer le projet de résolution car il s'oppose fondamentalement à la politique des Etats-Unis en ce qui concerne les limitations des essais nucléaires qu'elle a exposée ici à plusieurs reprises et que les délégations de la Première Commission connaissent bien.

Nous avons été également contraints de voter contre le projet de résolution A/C.1/43/L.51 intitulé "Nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction des

M. Friedersdorf (Etats-Unis)

essais nucléaires" car, à certains égards, ce texte est en conflit avec la politique des Etats-Unis. Nous le regrettons beaucoup parce que les auteurs ont travaillé de manière constructive avec notre délégation pour essayer d'éliminer nos divergences.

Des progrès ont été accomplis cette dernière année sur la réduction des armes nucléaires grâce aux négociations constructives menées entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Nous avons eu la signature du Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à plus courte portée - Traité FNI - et nous avons fait des progrès vers la réalisation d'un traité portant sur les armes stratégiques. Nous avons complété l'expérience de vérification conjointe et des négociations sont en cours pour la ratification du Traité sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires, dit Traité sur le seuil et du Traité sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques. Nous apprécions le fait qu'aux alinéas 4 et 5 du préambule du projet de résolution A/C.1/43/L.51, ces progrès sont pris en considération.

Comme nous l'avons dit dans le passé, les Etats-Unis ne croient pas qu'une conférence pour modifier un traité partiel d'interdiction constitue une manière appropriée ou pratique d'aborder le problème de l'interdiction complète des essais. Nous avons encore exprimé notre point de vue dans le vote du projet de résolution A/C.1/43/L.23. Néanmoins, nous tenons à dire clairement que les Etats-Unis assumeront leurs responsabilités en tant qu'Etat dépositaire pour ce qui est de la demande officielle de cette conférence.

M. BUTLER (Australie) (interprétation de l'anglais) : L'Australie s'est abstenue sur le projet de résolution A/C.1/43/L.23, mais cela ne devrait pas être interprété en aucune façon comme étant le signe que l'Australie ne pense plus qu'il soit urgent de conclure un traité d'interdiction global, comme le rappelle le projet de résolution A/C.1/43/L.51 qui vient d'être adopté.

Pour l'instant, le Gouvernement australien n'a pas encore pris position sur la proposition de convoquer une conférence pour amender le Traité partiel d'interdiction des essais de 1963. Cette précision une fois donnée, nous estimons que la Conférence du désarmement à Genève est l'organe le mieux équipé pour assurer la discussion de cette question, compte tenu de sa compétence, de son autorité et de sa continuité. L'Australie n'est pas certaine que la conférence d'amendement envisagée soit aussi bien équipée à cette fin que la Conférence du désarmement.

Dame Ann HERCUS (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : La Nouvelle-Zélande a appuyé le projet de résolution A/C.1/43/L.13, intitulé "Cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales". Nous avons été heureux, une fois encore, de voter pour ce texte. Nous avons constaté qu'un certain nombre de changements ont été apportés au texte et, à notre avis, ils ont amélioré de manière considérable le projet de résolution.

Il y a un certain nombre de sujets qui sont communs à ce texte et au projet de résolution sur un traité d'interdiction complète des essais, coparrainé par la Nouvelle-Zélande, qui vient aussi d'être adopté par la Commission. Les deux textes demandent que la Conférence du désarmement assume à nouveau ses responsabilités pour négocier un traité d'interdiction complète des essais. Les deux reconnaissent la nécessité d'une procédure de vérification appropriée et l'utilité des travaux du Groupe de travail spécial chargé des questions sismiques.

Cependant, nous avons toujours des réserves au sujet du projet de résolution A/C.1/43/L.13. Tout d'abord, nous regrettons que l'on continue, bien qu'implicitement, d'insister sur la responsabilité des trois Etats dépositaires du Traité d'interdiction partiel. Les cinq Etats nucléaires, ainsi que les autres Etats, doivent participer pleinement à la négociation d'un tel traité. Deuxièmement, nous regrettons que le projet n'insiste avec la clarté voulue sur le fait qu'un traité d'interdiction des essais nucléaires doit s'appliquer aux explosions expérimentales de tous les engins d'explosions nucléaires.

Je voudrais saisir cette occasion pour faire quelques observations sur le projet de résolution A/C.1/43/L.23, intitulé "Cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales". La Nouvelle-Zélande s'est abstenue lors du vote sur ce projet de résolution. La Nouvelle-Zélande préfère faire confiance à la compétence de la Conférence du désarmement pour progresser vers la négociation d'un traité complet d'interdiction des essais nucléaires. La Nouvelle-Zélande appuiera la démarche qui semble la plus à même d'aboutir à des résultats utiles et pratiques sur ce sujet très important.

M. HOULLEZ (Belgique) : Je souhaiterais expliquer le vote de ma délégation sur le groupe 7, et plus particulièrement sur les projets A/C.1/43/L.51 et L.23.

S'agissant du projet A/C.1/43/L.51, ma délégation a été heureuse de pouvoir l'approuver. Comme je l'ai indiqué dans mon discours du 21 octobre, ma délégation se plaît à saluer la nouvelle approche suivie par les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique sur la question des essais nucléaires, et notamment les

M. Houllez (Belgique)

développements récents survenus dans le domaine des dispositions de vérification visant à faciliter la ratification du Traité de 1974 sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires et du Traité de 1976 sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques. Elle y voit la confirmation de la politique défendue par elle depuis des années, qui tend à la réalisation graduelle et vérifiable de l'objectif final que constitue l'arrêt total et définitif de tous les types d'essais nucléaires.

Elle réitère enfin son appel à tous les Etats membres de la Conférence du désarmement de prendre en considération, dès la reprise des activités de la Conférence en 1989, la proposition présentée par le distingué représentant de la Tchécoslovaquie au sujet du mandat d'un comité spécial qui s'occuperait de la question de l'arrêt des essais aux fins de permettre une intensification de l'examen du point 1 de l'ordre du jour de la Conférence, intitulé "Interdiction des essais nucléaires".

Pour ce qui est du projet A/C.1/43/L.23, ma délégation a dû s'abstenir. Elle estime en effet, comme beaucoup d'autres délégations, que c'est dans le cadre de la Conférence du désarmement qu'il importe de traiter, sur le plan multilatéral, de la question de l'arrêt des essais, et non de façon isolée, des autres aspects du désarmement.

M. NUMATA (Japon) (interprétation de l'anglais) : En ce qui concerne l'abstention de ma délégation lors du vote sur les résolutions A/C.1/43/L.13 et A/C.1/43/L.23, je tiens à exposer la position du Japon sur les essais nucléaires.

Le Japon n'a cessé d'attacher de l'importance à la réalisation rapide d'une interdiction complète des essais nucléaires en tant qu'étape prioritaire dans la promotion du désarmement nucléaire et d'oeuvrer à la réalisation de cet objectif. Depuis qu'ils ont convenu en septembre de l'année dernière de mener des négociations de grande envergure étape par étape sur les essais nucléaires, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont eu des négociations intenses en vue de la ratification rapide du Traité sur l'élimination des essais de 1974 - dit traité sur le seuil - et du Traité de 1976 sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques. Ils ont aussi mené avec succès une expérience de vérification mutuelle.

Le Japon se félicite de cette évolution et espère sincèrement que la ratification des deux traités deviendra sans délai une réalité et que les deux pays pourront passer rapidement à la deuxième étape : la négociation de nouvelles réductions intermédiaires sur les essais nucléaires.

Comme plusieurs autres délégations, la mienne estime qu'il est d'une importance vitale qu'un travail de fond soit entrepris dès que possible à la session de 1989 de la Conférence du désarmement sur le point 1 de son ordre du jour, relatif à une interdiction des essais nucléaires. A cette fin, tous les intéressés doivent faire preuve d'un peu plus de souplesse dans le cadre d'une évaluation objective de la réalité, qui comprend des progrès importants dans des négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Selon nous, le projet de résolution A/C.1/43/L.23 ne reflète pas une telle attitude.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/43/L.13, ma délégation comprend les frustrations ressenties par plusieurs devant l'absence de progrès sur la question d'une interdiction complète des essais à l'examen dans ce forum multilatéral depuis des années. Cependant, nous sommes convaincus que la Conférence du désarmement reste le meilleur moyen de parvenir à l'objectif commun d'une interdiction complète des essais nucléaires et ne peut qu'avoir de sérieuses réserves à l'égard de toute action qui pourrait entraver ou détourner les travaux de la Conférence du désarmement en la matière.

Ce sont là les raisons qui nous ont amenés à nous abstenir lors du vote sur les projets de résolution A/C.1/43/L.13 et A/C.1/43/L.23.

M. PETERS (République fédérale d'Allemagne) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation tient à expliquer son vote sur les projets de résolution relatifs aux essais nucléaires contenus dans le groupe 7, et sur lesquels la Commission vient de se prononcer. Nous avons voté pour le projet de résolution A/C.1/43/L.51 afin de souligner notre engagement envers la réalisation d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires, que nous aimerions voir se concrétiser le plus rapidement possible. Le chef du gouvernement fédéral, le Chancelier Kohl, a réaffirmé à plusieurs reprises ce désir. Pour atteindre cet objectif, la démarche étape par étape, combinant des efforts bilatéraux et multilatéraux, semble la plus encourageante. C'est pourquoi nous nous félicitons de la déclaration faite le 17 septembre 1987 par l'Union soviétique et les Etats-Unis dans laquelle ils ont annoncé leur accord sur l'ouverture de négociations de grande envergure, étape par étape sur la réduction des essais nucléaires.

Nous attachons une grande importance à l'expérience commune de vérification menée avec succès aux mois d'août et septembre 1988. Nous espérons que le processus maintenant en cours aboutira rapidement à la ratification du Traité de 1974 sur la limitation des essais nucléaires - dit Traité sur le seuil - et du Traité de 1976 sur les explosions nucléaires expérimentales. Nous sommes convaincus que cette première mesure en entraînera d'autres vers la réalisation de l'objectif ultime de ces négociations. On ne devrait cependant pas prendre une cessation des essais ou des mesures intermédiaires en vue d'une interdiction complète des essais pour un substitut à des réductions substantielles des arsenaux nucléaires existants.

Pour mon gouvernement, une vérification digne de foi de toute cessation des essais, qu'elle soit limitée ou intermédiaire, est une condition sine qua non à une telle mesure. Nous sommes convaincus que les problèmes techniques que pose cette vérification pourraient être résolus, les techniques nécessaires étant présentement en cours de mise au point.

Un élément important dans ce processus sera un système global de surveillance sismique. En 1985, nous avons proposé sa création à la Conférence du désarmement à Genève. En mars 1986, nous avons démontré à Genève les capacités du Centre de données sismiques installé à Graefenberg, près de Nuremberg, aux délégations et aux sismologues de la Conférence du désarmement. De plus, nous avons fourni cette année des informations obtenues du Centre sur les explosions expérimentales qui

M. Peters (RFA)

avaient été effectuées dans le cadre de l'accord de vérification conjoint. Une des caractéristiques principales de ce système est d'être librement accessible de partout par un réseau public de communications de données permettant à toute entité scientifique se trouvant ailleurs dans le monde d'obtenir de la station de Graefenberg des données sismologiques portant sur une période de 15 jours précédant la date de la requête. Dans ce contexte, nous interprétons le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution A/C.1/43/L.51 comme une invitation déjà remplie par le centre de données gouvernemental dont nous venons de parler. Nous continuerons de contribuer à la mise au point et à l'installation rapides d'un réseau de vérification sismique international. C'est dans le cadre de la création d'un tel système que mon gouvernement sera en mesure de transmettre activement des données sismiques sur d'éventuelles explosions nucléaires au Secrétaire général par des voies diplomatiques.

Cependant, nous ne croyons pas qu'il faille hâter des négociations multilatérales de grande envergure sur une interdiction complète des essais ou l'exécution de projets destinés à élargir la portée du Traité d'interdiction partielle des essais de 1963 pour qu'il devienne un traité d'interdiction complète des essais, tant que le travail préparatoire de base reste à faire dans le domaine de la vérification. Par conséquent, nous n'avons pas voté pour des projets de résolution favorables à une telle démarche. Nous préconisons des engagements légalement contraignants et vérifiables pour les parties intéressées. Une démarche étape par étape, aboutissant finalement à la cessation complète de tous les essais nucléaires, fait partie, pour autant que nous comprenions bien le libellé du paragraphe 2 c) du projet de résolution A/C.1/43/L.51, des solutions envisagées dans le projet de résolution, pour lequel nous avons voté favorablement.

M. MEERBURG (Pays-Bas) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation a voté pour le projet de résolution A/C.1/43/L.51 sur la nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Nous devons cependant faire quelques observations. Les événements prometteurs qui sont intervenus ces dernières années en matière d'essais nucléaires prouvent que cette question ne saurait être isolée de l'ensemble des questions nucléaires. Le communiqué conjoint publié le 17 septembre 1987 par les Etats-Unis et l'Union soviétique a amorcé le processus de négociation de grande envergure, étape par

M. Meerburg (Pays-Bas)

étape, dans le but de parvenir à l'objectif commun d'une cessation complète des essais nucléaires dans le cadre du processus de désarmement. Il y a des chances réelles, dans un premier temps, de voir les Etats-Unis et l'Union soviétique parvenir rapidement à un accord sur des mesures efficaces de vérification, qui rendrait possible la ratification des Traités sur le seuil de 1974 et 1976.

M. Meerburg (Pays-Bas)

Ces événements nous confortent dans notre conviction que, pour l'instant, nous aurions tout à gagner à aborder la question des essais nucléaires étape par étape, en liant la réduction des armes nucléaires à une réduction du nombre des essais. Maintenant que l'approche directe pour une réduction substantielle des armes nucléaires commence à porter ses fruits, il est permis de se demander si la stratégie indirecte de l'étouffement de la course aux armements nucléaires n'a pas beaucoup perdu de son utilité. Cette approche graduelle, que mon gouvernement appuie pleinement, n'est pas, selon nous, suffisamment prise en compte dans le projet de résolution A/C.1/43/L.31 qui, de ce fait, est moins équilibré et moins réaliste que nous l'aurions souhaité. C'est la raison pour laquelle les Pays-Bas n'ont pas été en mesure d'appuyer le projet de résolution présenté cette année. Nous avons cependant voté pour, en raison de l'importance que mon gouvernement attache à la question en tant que telle.

Ma délégation voudrait également expliquer sa position sur le projet de résolution A/C.1/43/L.13. Ici, l'approche plus équilibrée et plus réaliste dont je viens de parler est encore moins apparente. En outre, l'appel lancé à tous les membres de la Conférence du désarmement pour qu'ils s'attachent à la création, en 1989, d'un comité spécial chargé de la négociation d'un traité sur la cessation complète des explosions nucléaires, tel qu'énoncé au paragraphe 5 du dispositif de ce projet de résolution, ne peut, pour les raisons que je viens d'évoquer, être appuyé par mon gouvernement.

Nous nous sommes abstenus sur le projet de résolution A/C.1/43/L.23 parce que nous estimons que la convocation d'une conférence extraordinaire chargée d'amender le Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais en vue d'aboutir à un traité d'interdiction complète des essais n'est pas la façon dont il convient de traiter cette question. En outre, le projet de résolution A/C.1/43/L.23 passe totalement sous silence les événements importants survenus récemment qui ont conduit à l'adoption d'une approche graduelle, dans laquelle la question de l'interdiction des essais fait désormais partie d'un processus de désarmement efficace plus vaste.

Comme je l'ai dit dans mon intervention du 31 octobre 1987, il est encore trop tôt pour une interdiction complète des essais. Nous n'avons d'autre choix que de poursuivre nos efforts au sein de la Conférence du désarmement et d'essayer de progresser sur un certain nombre d'aspects pratiques des essais nucléaires.

M. Meerburg (Pays-Bas)

A notre avis, la Conférence du désarmement devrait se pencher sur des questions concrètes telles que les dispositions de vérification d'un traité multilatéral d'interdiction des essais, en tenant compte des engagements pris par les puissances nucléaires dans le Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais et le Traité sur la non-prolifération de 1968.

M. CAPPAGLI (Argentine) (interprétation de l'espagnol) : La délégation argentine a voté pour le projet de résolution A/C.1/43/L.13 sur la cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales en raison de la clarté du mandat confié à la Conférence du désarmement en vue d'entamer des négociations dans ce sens.

La délégation argentine a également voté pour le projet de résolution A/C.1/43/L.23, dont l'objectif est l'amendement du Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau. Elle tient néanmoins à rappeler sa position bien connue sur le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires - auquel l'Argentine n'est pas partie - ainsi que sur les conférences d'examen de ce traité.

Par ailleurs, elle tient à réaffirmer qu'entre les deux voies proposées, elle préfère le cadre multilatéral qu'offre la Conférence du désarmement pour l'élaboration d'un traité sur la cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales, étant donné que les cinq puissances dotées d'armes nucléaires y sont représentées. La position adoptée par la Conférence du désarmement justifie pleinement ce choix.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/43/L.51, malgré les améliorations apportées au texte, la délégation argentine s'est abstenue lors du vote étant donné qu'il n'envisage toujours pas la tenue de négociations au sein de la Conférence du désarmement en vue d'interdire les essais d'armes nucléaires.

Mme SECRET (France) : Je tiens à expliquer le vote négatif de la délégation française sur les projets de résolution A/C.1/43/L.13, L.23 et L.51, relatifs à la question des essais nucléaires. Ces différents textes ne reflètent pas, selon nous, un traitement approprié de la question des essais nucléaires. L'interdiction des essais nucléaires doit se situer dans le cadre d'un processus effectif de désarmement nucléaire, ce que constate d'ailleurs le Document final de la session extraordinaire consacrée au désarmement de 1978 dans son paragraphe 51. Elle ne pourrait intervenir que lorsque les progrès en matière de désarmement

Mme Secret (France)

l'auraient rendue possible et sans remettre en cause les fondements de la sécurité internationale. Elle ne saurait donc constituer un préalable ni même avoir la priorité sur la réduction très substantielle des arsenaux nucléaires des deux puissances les plus armées. La France, pour sa part, conduit des essais nucléaires pour maintenir sa force de dissuasion au niveau minimum de crédibilité indispensable à sa sécurité.

M. TAYLHARDAT (Venezuela) (interprétation de l'espagnol) : Le Venezuela est partisan de la cessation de tous les essais nucléaires, par tous les Etats, dans tous les milieux et pour toujours. Cette position se reflète dans la participation du Venezuela au Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires ainsi que dans la proposition d'amendement du Traité d'interdiction partielle des essais nucléaires qu'elle a formulée conjointement avec cinq Etats Membres des Nations Unies.

Il ne fait aucun doute que le meilleur moyen de parvenir à la cessation de la course aux armements nucléaires passe par la négociation d'un traité d'interdiction complète des essais, à l'application duquel participeraient tous les Etats : ceux qui ont déjà la capacité de procéder à des explosions expérimentales, ceux qui ont atteint un niveau de développement technologique tel qu'ils sont sur le point d'acquérir cette capacité, et tous les autres, quel que soit le degré ou le niveau d'utilisation de l'énergie nucléaire qu'ils aient atteint.

Nous estimons que la cessation des essais nucléaires est la mesure la plus concrète pouvant être prise immédiatement qui puisse contribuer à rendre obsolètes les armes nucléaires existantes et freiner ainsi le perfectionnement de ces armes, réduire le risque de prolifération horizontale, empêcher la mise au point de nouvelles armes à partir de techniques nouvelles susceptibles d'être utilisées dans le cadre de systèmes stratégiques défensifs, et empêcher la réimplantation d'armes du type de celles qui sont éliminées actuellement ou sur le point de l'être dans le cadre des accords déjà conclus ou à conclure entre les Etats-Unis et l'Union soviétique.

Le Venezuela a voté pour le projet de résolution A/C.1/43/L.51, bien que nous ne soyons pas entièrement satisfaits de la façon dont ce projet envisage la tâche à confier à la Conférence du désarmement en ce qui concerne l'interdiction des essais nucléaires.

M. Taylhardat (Venezuela)

A notre avis, la Conférence devrait uniquement avoir pour tâche d'entamer le plus rapidement possible des négociations de fond en vue de la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

Aux termes du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution, il est simplement demandé à la Conférence du désarmement d'intensifier l'examen de la question bien que, ces dernières années, cette question n'ait même pas fait l'objet d'un examen approprié par la Conférence. Il lui est également demandé d'entamer des travaux de fond alors que, comme nous l'avons déjà dit, il nous semble que ce que la Conférence devrait faire c'est entamer des négociations dans le plus bref délai possible.

M. MASHHADI (République islamique d'Iran) (interprétation de l'anglais) : La République islamique d'Iran a voté pour le projet de résolution A/C.1/43/L.13. En guise d'explication de vote, je voudrais dire une fois encore que, selon nous, la cessation de toutes les explosions nucléaires expérimentales est un premier pas vers le désarmement. Outre qu'elles affectent de manière négative le processus des négociations de désarmement et, partant, le climat international, il s'avère - les nombreuses études faites à ce sujet le démontrent amplement - que les explosions nucléaires ont des effets délétères sur l'équilibre écologique. Ces explosions doivent absolument cesser.

M. FISCHER (Uruguay) (interprétation de l'espagnol) : L'Uruguay a voté pour le projet de résolution A/C.1/43/L.23, réitérant son vote des années précédentes sur cette même question. L'Uruguay a toujours appuyé le principe de l'interdiction de tous les essais nucléaires par le biais d'un instrument juridique multilatéral.

Par principe également, l'Uruguay ne s'oppose pas au recours à la procédure clairement énoncée dans les dispositions du Traité de 1963. Toutefois, notre délégation entend préciser que, selon elle, il importe d'éviter que cette question devienne une cause d'affrontement politique si l'on veut arriver à une solution viable, réaliste et efficace. Pour cela, il est essentiel d'obtenir le concours des Etats les plus influents et ayant la plus grande capacité de décision en matière d'essais nucléaires par le biais des négociations au sein de la Conférence du désarmement.

Nous espérons que le message contenu dans le projet qui vient d'être adopté renforcera celui des projets de résolution A/C.1/43/L.13 et A/C.1/43/L.51 et donnera une nouvelle impulsion aux négociations de la Conférence du désarmement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en avons ainsi terminé avec le groupe 7.

A notre réunion de cet après-midi, nous nous pencherons sur les projets de résolution suivants : groupe 2, A/C.1/43/L.45; groupe 6, A/C.1/43/L.11/Rev.1; groupe 10, A/C.1/43/L.10/Rev.1 et L.15; groupe 11, A/C.1/43/L.49.

La séance est levée à 13 h 15.